



Notre nation Notre syndicat (en 7 mots) Éléments-clés de conjoncture



11 mars 2014



Notre nation: Euskal Herria

- Euskal Herria signifie « *le peuple de l'euskara (la langue basque)* »
- L'*euskara* (la langue basque) est une langue ancienne et isolée : elle n'a aucun lien avec d'autres langues vivantes ou mortes
- Son origine et sa provenance est inconnue, mais...
« *le miracle n'est pas son origine, mais sa survie* » (Mitxelena)
- Elle a résisté à la romanisation, et actuellement elle continue à exister entre deux grandes langues comme le français et l'espagnol

- **ELA** signifie :
Euskal Langileen Alkartasuna
Solidarité des travailleurs et travailleuses basques

Cadre administratif

**Communauté Autonome
du Pays Basque
(CAPB)**



**Ipar Euskal Herria
(France)**

**Navarre
(CFN)**

**Hego Euskal Herria
(CAPB + Navarre)**

Population : 2.700.000 habitants

Superficie : 17.600 km²

Cadre institutionnel

- La CAPB et la Navarre sont deux communautés autonomes de l'État espagnol, avec un statut politique particulier.
- ELA est présente uniquement dans ces deux communautés
- La CAPB et la Navarre ont pleins pouvoirs en matière de
 - Fiscalité (impôts, perception, législation...)
 - Santé, éducation, services, entités de crédit
 - Fonction publique, transport...
 - Budget
 - ...
- Pouvoirs limités
 - Limite du déficit et dette (budget)
- L'état a pleins pouvoirs en matière de
 - Sécurité sociale
 - Législation du travail
 - ...

Population active par secteurs

- Secteur primaire (agriculture...) 6%
- Industrie (très supérieure aux régions limitrophes) 18%
- Bâtiment (en chute après la crise) 5%
- Services (publics et privés) 72%

Emploi et chômage (janvier 2014)

Populaton occupée	1.086.000
Population salariée	900.300
Chômeurs	207.800
Temporalité	20,9%
Taux de chômage	16,1%
Chômage des jeunes	46,6%
Chômage féminin	16,4%

Pauvreté	290.000 personnes
Privation matérielle sévère	89.000 personnes

IPC 2013	0,3%
----------	------

PIB PAR HABITANT Hego Euskal Herria 2012	30.043 euro
PIB PAR HABITANT Espagne 2012	22.300 euro
PIB PAR HABITANT France 2012	31.100 euro
PIB PAR HABITANT Union Européenne 2012	28.500 euro

ELA en 7 mots

Projet

Histoire

Modèle

Idéologie

Domaines de lutte

Structure

Stratégie

Le projet

1911... 2014

Syndicat

Souverainiste

De classe

Après...

Peu de caractéristiques demeurent présentes

Deux soumissions: national et de classe

L'histoire

Jusqu'en 1936

- D'inspiration chrétienne

- Rôle d'aide important (mutuelles, coopératives...)

- Modernisation et radicalisation croissante dans les années 30

Guerre (1936-39) et Dictature (1939-1975)

- Illégalité, répression, exil massif

- Travail international et organisation de l'exil

Les années 60

- Modernisation (industrialisation, immigration...)

- Renaissance culturelle et politique basque

- Une nouvelle génération qui se préoccupera de la légitimité historique

- Deux références de la gauche souverainiste: ETA et ELA

1976 : III Congrès d'ELA. Une véritable refondation

Le modèle (depuis 1976)

Autonomie

- Politique

- Financière

- Programmes, domaines et formes de lutte, alliances

Double structure

- 3 fédérations professionnelles (juillet 2013)

- 12 unions territoriales

Leadership confédéral

- Un seul budget et trésorerie (Cotisation)

- Tous les cadres, ainsi que les salariés, sont confédéraux

- Fonds de grève, services juridiques... confédéraux

Structure

12 régions (contrées)

3 fédérations

Industrie et Bâtiment

Services Privés

Services Publics (et leurs secteurs privatisés)

Organe de direction : Comité National (tous les 15 jours)

12 personnes des fédérations

12 secrétaires régionaux

12 membres du comité exécutif (*Bureau journalier*)

Réunion hebdomadaire

Il est formé lors d'un congrès confédéral

11 de ses membres ont leur lieu habituel de travail à Bilbao

1 représentant d'Ipar Euskal Herria

L'idéologie

De la Doctrine Sociale de l'Église
et du communautarisme...

au Socialisme

*« ...ELA travaillera pour une société
d'hommes et de peuples libres et responsables,
qui sera réalisable grâce à un socialisme
où les moyens de production,
de consommation et de culture
seront entre les mains et au service des travailleurs. »
(IIIe Congrès)*

Les domaines de la lutte

Monde du travail

Priorité à la Négociation Collective...

Politiques publiques

Politique fiscale et budgétaire

Système de prestations et protection sociale

Services publics : santé, éducation, logement...

Domaine politique

Droits de l'homme, civils et démocratiques

Démocratie

Souveraineté nationale

La stratégie

Après la transition (dans les années 80 et 90),
nous nous sommes investis dans un
cadre basque de relations industrielles

Il est possible de dépasser les limites du cadre juridique politique
(Législation du travail de l'état et Statut d'Autonomie)

Avec des règles de jeu démocratiques

Avec des dispositions de procédure (résolution conflits, élections syndicales)

Définissant des espaces d'efficacité partagée (formation continue...)

Dans un cadre propre de négociation collective :

celui-ci est le domaine où la stratégie sera la plus aboutie

Une structure d'opportunité difficilement reproductible aura lieu

Les employeurs ont besoin d'une nouvelle légitimation sociale après le franquisme

Début de l'Autonomie basque

UGT et CCOO luttent pour l'hégémonie jusqu'à 1995

La stratégie

Échec du pari institutionnel et double processus de radicalisation

2 raisons :

L'agenda néolibérale d'employeurs et de gouvernements dénature la concertation

Néocentralisme : coup d'état contre l'autonomie basque et centralisation des relations professionnelles (dialogue social espagnol)

Notre réponse : 2 processus de radicalisation

Abandon de l'hypothèse institutionnelle :

syndicalisme de contrepouvoir et rénovation générationnelle et du genre

La concertation sociale n'empêche pas la dégradation croissante des relations professionnelles et du sort de la classe ouvrière

Passage du statutisme au souverainisme (« droit de décider »)

Éléments clés de la conjoncture

Crise systémique,
défi organisationnel
et sujet national

3 chapitres clés

- A • Un contexte de **crise systémique**
 - Répondre aux politiques d'ajustement structurel
 - Réformes radicales (négociation collective...)
- B • **Adaptations organisationnelles :**
- C • préparer le syndicat pour
une régression sociale de 35 ans
- Une nouvelle **scène nationale**



L'ajustement structurel

- Application stricte du programme de la Troika
 - Conversion massive de dette privée en dette publique
 - Restrictions budgétaires (santé, éducation...) dans toutes les administrations : nationales, autonomiques, provinciales
 - Réformes permanentes
 - 4 réformes de la législation du travail
 - 2 réformes de la négociation collective
 - 2 réformes des retraites (une négociée avec les syndicats espagnols)
 - Modification de la constitution : priorité au paiement de la dette
 - Privatisations
- Conséquence : chômage, dépréciation salariale et pauvreté
- Une conviction : le syndicalisme ne peut pas légitimer l'ajustement
- **Une double conclusion opérationnelle :**
 - **Organisation à la base (6 grèves générales...)**
 - **Activer un espace syndical et social non subordonné**



La négociation collective avant

- Hiérarchique
 - Conventions nationales, provinciales, entreprise
- C'est le niveau inférieur (entreprise)
le plus favorable au travailleur
- Ultra-active
 - La convention restait en vigueur même après la fin de son engagement
 - La réussite d'une génération est le point de départ de la suivante
- La convention aura force de loi
 - Les employeurs et les syndicats « géraient de façon autonome » les relations professionnelles
 - Elle oblige les deux parties de la même façon
- *Erga omnes*
 - Efficacité générale
 - D'application universelle dans le contexte défini



La négociation collective après

- « L'architecture » formelle est maintenue, mais...
 - Les employeurs peuvent plus facilement refuser d'appliquer les conventions du secteur dans les entreprises
 - Priorité d'application des conventions d'entreprise (qui peuvent faire empirer maintenant les conditions du secteur)
 - À l'expiration de la convention, celle-ci disparaît
- Conséquences
 - Dépréciation salariale
 - Augmentations du temps de travail
 - Croissance des inégalités
 - Discipline
 - Les employeurs bloquent les négociations

Défi organisationnel

- Une conclusion forte pour la négociation collective :
 - La loi donne tout aux employeurs
- Une conclusion opérationnelle:
 - **Les conditions seront dignes dans les milieux de travail syndicalisés**
 - **Il faut multiplier le nombre de conventions d'entreprise et élargir notre implantation rapidement**

Défi organisationnel

- Nous interprétons notre défi d'une façon unique : développer « un syndicalisme à caractère anglo-saxon » dans une architecture *européenne* des domaines institutionnels, professionnels et représentatifs
- Grands défis et changement de mentalité
 - Rapprocher les directions des fédérations (moins de fédérations, plus régionalisées)
 - Qualification des cadres
 - Structurer le militantisme

C

Scène nationale : la paix

- Fin de la lutte armée (ETA)
 - Deux ans après la décision
 - On a commencé le désarmement
 - Après, la dissolution
- Légalisation de l'expression politique qui l'a légitimée dans l'histoire
 - Succès électoral
 - Responsabilités de gouvernance et « Homologation » institutionnelle
- Négative de l'État à une politique de paix
 - Idéologie antiterroriste
 - Refus de possibilter le désarmement
 - Dispersion des prisonniers (500 en France et en Espagne)
 - Emprisonnement de ceux qui ont dirigé le processus de paix !

C Scène nationale : autonomie

- La crise est utilisée pour une centralisation sans précédent
 - Contrôle budgétaire
 - Restrictions obligatoires
 - ...
- L'indépendantisme progresse
- L'Écosse et la Catalogne dans le viseur : l'actualité des scènes de sécession en Europe